51. confiscations illégales

Confiscations illégales et fraude illégale par la personne

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Les crimes de personnage ne sont pas largement annoncés dans la communauté juridique et de nombreux avocats préfèrent ne pas en parler, car ils sont engagés --- sciemment ou inconsciemment --- dans la promotion des crimes de personnage.

Comme de nombreux autres crimes, les crimes de personnage gèrent une gamme de sévérités contre le petit vol et des délits similaires aux grands crimes et crimes capitaux.

Ces crimes reposent tous sur le crime fondamental de l'usurpation d'identité - soit en faisant délibérément semblant d'être quelqu'un ou autre chose, soit, à l'inverse, en étant «pris» pour quelqu'un ou autre chose, de manière à vous obliger à payer les dettes des autres ou à assumer les obligations de performance d'un autre.

Nous observons le potentiel des crimes de personnage chaque fois que nous rencontrons des individus de même nom, par exemple, trois hommes tous nommés James LeRoy Brown, ou trois entreprises toutes nommées "Coates and Sons" ou une variante, comme "Cotes & Sons" ou " Coats and Suns ", ou trois produits tous appelés" E-Z Cups "ou" Easy Cups "ou" Easee-Cups".

Ces représentations sont déroutantes et lorsque ces confusions sont sciemment déployées pour promouvoir un crime financier, immobilier ou d'identité, elles sont connues collectivement comme des délits de personnage.

Nous sommes tous conscients du crime commun de vol d'identité entraînant des délits par carte de crédit. Un voleur vole le nom et les informations de compte à partir d'une carte de crédit, puis prétend être (impersonne) le titulaire du compte et utilise les informations dérobées pour porter des accusations non autorisées contre le crédit de la victime.

Ces maux se produisent généralement dans les juridictions internationales et mondiales de la loi, où ils sont les plus difficiles à détecter.

Les faux vêtements et sacs à main de marque et les articles similaires appelés «coups de pied» sont le résultat de crimes de personnage. Dans ce cas, ce n'est pas seulement le nom du producteur, comme Ralph Lauren (marque déposée) ou COACH (marque déposée) qui souffre de personnification, le produit lui-même est usurpé l'identité et remplacé sur le marché par un imposteur bon marché.

Nous connaissons également les crimes de personnage visant à exercer des fonctions et des identités officielles, tels que l'usurpation d'identité d'un policier ou d'un juge ou d'un élu afin d'exercer indûment l'autorité appartenant au bureau.
Toute la classe des crimes de personnage est largement reconnue comme des crimes internationaux de vol d'identité, de marque et de droit d'auteur et de contrefaçon de brevet, mais in extremis, peut être utilisée pour effacer le statut politique et les droits de propriété de la victime, et c'est à ce moment que le personnage devient un crime capital, passible de la peine de mort.

Cette forme de personnage sévère ultérieure est généralement accomplie par un processus de «conversion illégale» de son identité volée, ce qui entraîne la traite de votre nom dans des juridictions étrangères de la loi et son application aux étrangers, aux personnes ou aux choses.

Ces crimes graves de personnage et de conversion illégale sont interdits par les Conventions de Genève et de La Haye, tous deux, et entraînent la forme exacte de vol d'identité politique dont nous avons été témoins en Amérique, dans lequel les bébés américains sont mal identifiés comme citoyens territoriaux britanniques et leur nationalité, qui dérive naturellement de l'État de l'Union où ils sont nés, est illégalement converti et interprété comme celui d'un citoyen municipal des États-Unis.

À chaque étape de ce régime de personnage, les Américains sont fraudés et privés de leur identité, de leur statut légal, de leurs contrats et garanties, de leurs droits de propriété et de leur liberté, tout en étant faussement détenus en vertu de contrats présumés de fidélité et d'allégeance et obligés de servir des étrangers monarques et payer des dettes étrangères.

Veuillez noter ce qui suit:

Le nom légal et correct de "Allen Stone Fleming", un Américain vivant, ressemble et sonne identique au nom légal de "Allen Stone Fleming", un marchand britannique.

Et la représentation de la succession du "perdu" British Merchant Mariner, appelée "ALLEN STONE FLEMING", peut être confondue avec les personnes territoriales américaines ou britanniques, tout comme "ALLEN S FLEMING" le nom d'un public portoricain Transmitting Utility franchise.

Ces imitations imposées aux victimes américaines, européennes et asiatiques imprudentes entraînent toutes une conversion illégale de leur statut politique, de leur identité et de leur nationalité, afin de les priver de leur statut et de leur identité légitimes.

Ces mêmes conversions illégales et crimes de personnage, généralement cachés par des noms et des tromperies similaires, peuvent être appliqués à des bureaux politiques et même à des pays entiers, comme nous l'avons vu.

Le bureau américain du "Secrétaire d'État des États-Unis", par exemple, a été usurpé d'identité par le bureau territorial britannique du "Secrétaire d'État des États-Unis", utilisant la même conversion et usurpation d'identité illégales de personnes morales en personnes morales qui se produit lorsqu'une personne américaine est "converti" en une personne territoriale britannique.

Le bureau de la Corporation municipale de "SECRÉTAIRE DES ÉTATS-UNIS D'ÉTAT" sonne exactement comme les deux autres versions lorsqu'il est prononcé à haute voix, et pourrait être confondu avec l'un des autres bureaux, même si les trois sont des bureaux complètement séparés.

Tout cela ouvre la possibilité et, dans un sens, encourage les crimes de personnage.

Même l'identité de tout un pays peut être volée et trafiquée et convertie illégalement: témoin, le nom de notre Fédération des États non constituée en société faisant affaire sous le nom de États-Unis d'Amérique à partir de 1776, a été illégalement converti et usurpé d'identité par Abraham Lincoln lorsqu'il a créé " Les États-Unis d'Amérique, incorporés ", puis aussi les" États-Unis d'Amérique, incorporés".

Ces noms très similaires appliqués aux entreprises constituées à l'étranger ont été utilisés pour usurper l'identité de notre Fédération des États non constituée en société - notre gouvernement actuel opérant dans la juridiction internationale. C'est un crime de personnage au niveau du capital à une échelle inimaginable. .

Pas étonnant que notre peuple et le reste des gouvernements du monde aient été confondus, tous ces crimes de conversion et de personnage illégaux étant autorisés à se déchaîner et sans opposition --- "Australia, Inc." se substituant à Terra Australis, États-Unis, INC. se substituant aux États-Unis d'Amérique, notre Fédération des États non constituée en société.

Des crimes de personnage et de conversion illégale ont été utilisés pour promouvoir le vol d'identité et l'accès illégal et illégal aux actifs et au crédit, même à l'échelle nationale.

Ces mêmes crimes ont été utilisés pour obliger et endetter secrètement les victimes à payer les dettes des auteurs.

Enfin, ces crimes de conversion et de personnification illégales ont été utilisés pour promouvoir les confiscations illégales et les recettes illégales et la contrefaçon.

Les billets de la Réserve fédérale - banque privée I.O.U.s --- ont été utilisés pour usurper l'identité des dollars en argent émis par le gouvernement, ce qui a entraîné de vastes opérations de contrefaçon.

Les «personnes» britanniques territoriales et municipales du même nom ont été utilisées pour confisquer et vendre illégalement de grandes quantités de propriétés privées américaines dans des conditions de fraude et d'usurpation d'identité.

La confiscation illégale est une forme de prise illégale interdite par l'article V de toutes les constitutions fédérales, mais en se faisant passer pour les victimes américaines, les auteurs ont pu

se soustraire à leurs propres obligations en vertu des constitutions.

Dans les actions de confiscation illégales, les biens américains sont saisis par les tribunaux municipaux et / ou territoriaux britanniques agissant dans des conditions de fraude et de non-divulgation. Les recettes illégales suivent, lorsque les biens saisis des victimes sont vendus pour satisfaire, par exemple, un jugement d'impôt étranger, et récupèrent un prix supérieur à la dette.

Nous souhaitons que tout le monde reconnaisse que les Américains ne sont pas endettés et souffrent plutôt d'un échec délibéré de la part des auteurs à obtenir le crédit des Américains sur le grand livre et à équilibrer les livres.

Nous souhaitons que tout le monde se rende compte qu'il n'existe aucune dette fiscale, car tous les impôts ont été payés plusieurs fois et aucun intérêt ne peut non plus revenir sur ces dettes inexistantes.

Nous souhaitons que toutes les actions confiscatoires illégales et illégales cessent et s'abstiennent et que toutes les recettes illégales et illégales cessent et s'abstiennent également.

La Cour suprême territoriale est au courant de la question des recettes illégales, qu'elle a pleinement reconnue dans une affaire récente, Tyler c. Hennepin County, Minnesota.

Tyler, une grand-mère de 94 ans, a soutenu qu'elle devait une dette fiscale mineure pour laquelle le comté a saisi sa propriété. Le comté a ensuite vendu sa propriété pour satisfaire la dette fiscale et a conservé illégalement le reste, qui était dû à Tyler.

La Cour a statué en faveur de Tyler; le maintien du produit excédentaire de la vente était une "prise illégale" de la part du comté de Hennepin.

Nous dirions en outre que Tyler, né et élevé sur le sol américain, et non un employé fédéral de l'une ou l'autre bande, a été imité comme une personne territoriale britannique et une PERSONNE municipale également, et que la prétendue dette fiscale elle-même était frauduleuse et due par ces étrangers.

En raison de la fraude et de l'usurpation d'identité en cause, la vente de ses biens était illégale et illégale, car la dette fiscale n'était en fait pas due par la victime dont les biens avaient été saisis. C'est le premier problème, et il n'a malheureusement pas été abordé dans ce cas.

Quant au deuxième problème, le bénéfice excédentaire de la vente de la propriété aurait dû être retourné à Tyler, non conservé par le comté de Hennepin, une conclusion sur laquelle nous sommes tous d'accord.

Cette décision aide tous ceux qui ont eu des fermes et des ranchs et des entreprises de plusieurs millions de dollars et d'autres biens saisis et vendus pour satisfaire des dettes fiscales relativement mineures et n'ont jamais récupéré le produit excédentaire des ventes.

De telles réclamations peuvent être faites et traitées, peu importe depuis combien de temps ces ventes forcées ont eu lieu, tant que ces éléments de personnage et de fraude existent et que les

bénéfices excédentaires résultent de la vente.

Les bénéfices excédentaires de toutes les ventes d'impôts doivent être restitués au propriétaire de la propriété. Le cas est: Tyler c. Hennepin County, Minnesota. Le fait de ne pas restituer de bénéfices excédentaires entraîne des recettes illégales en violation de l'article V.

Des recettes illégales exacerbées se produisent lorsque la prétendue dette fiscale est due par des étrangers et que la victime américaine est imitée en tant que personne ou entité étrangère.

Ces interdictions de recettes illégales identiques ou similaires se trouvent dans le droit international en général et dans le droit public de la plupart des pays; ils ne sont pas propres aux constitutions fédérales et sont basés sur des maximes de droit.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

7 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:30 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:30 UTC by Bee